



## **Convention sur la diversité biologique**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/4/Rev.1  
22 septembre 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### **CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

Septième réunion

Pyeongchang, République de Corée, 29 septembre - 3 octobre 2014

Point 6 de l'ordre du jour provisoire\*

### **QUESTIONS RELATIVES AU MÉCANISME DE FINANCEMENT ET AUX RESSOURCES FINANCIÈRES**

*Note du Secrétaire exécutif*

#### **I. INTRODUCTION**

1. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena (ci-après « réunion des Parties au Protocole ») a adopté la décision BS-VI/5 sur les questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières. La partie I de cette décision inclut une recommandation à la Conférence des Parties (COP) sur d'autres orientations fournies au mécanisme de financement concernant la prévention des risques biotechnologiques. Au paragraphe 28 de sa décision XI/5, la Conférence des Parties a transmis la recommandation de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques au mécanisme de financement. La partie II de la décision BS-VI/5 décrit des mesures de mobilisation de ressources supplémentaires pour faciliter l'application du Protocole.

2. La présente note fournit, dans sa partie II, un rapport de synthèse sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des orientations fournies au mécanisme de financement concernant la prévention des risques biotechnologiques, y compris un aperçu du portefeuille de financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) alloué à la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre du domaine d'intervention « diversité biologique », et une mise à jour sur l'appui fourni par le FEM aux projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques. Ceci est basé sur les informations contenues dans le rapport du Conseil du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties, sur les informations fournies par les Parties, et sur les informations contenues dans des documents pertinents,

---

\* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

tels que les rapports du quatrième examen de l'efficacité du FEM et du cinquième bilan global du FEM (OPS-5). Le texte intégral du rapport présenté par le Conseil du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties est mis à disposition dans le document UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1.

3. La partie III de la présente note donne une mise à jour sur la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM pour la période 2014-2018 (FEM-6) et sur les orientations des programmes pour FEM-6. La partie IV examine les récents développements concernant la mobilisation de ressources supplémentaires pour faciliter l'application du Protocole et décrit d'autres stratégies éventuelles de mobilisation de ressources, à partir des résultats du Forum en ligne sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui s'est tenu par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du 26 mai au 13 juin 2014. La dernière partie fournit des éléments suggérés pour un projet de décision sur les questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières.

4. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être examiner les informations fournies dans la présente note et prendre une décision, selon qu'il convient, y compris une recommandation à la Conférence des Parties sur d'autres orientations fournies au mécanisme de financement concernant la prévention des risques biotechnologiques.

## **II. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRÉCÉDENTES ORIENTATIONS FOURNIES AU MÉCANISME DE FINANCEMENT CONCERNANT LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

### **A. Réponse du FEM aux orientations fournies par la Conférence des Parties concernant la prévention des risques biotechnologiques**

5. Les orientations fournies par la Conférence des Parties au mécanisme de financement en ce qui concerne la prévention des risques biotechnologiques (paragraphe 28 et appendice II de la décision XI/5) ont été transmises au Fonds pour l'environnement mondial par le Secrétaire exécutif, le 29 octobre 2012<sup>1</sup>. Le tableau 1 ci-dessous donne un résumé des suites données par le FEM à ces orientations. Le tableau est extrait du rapport présenté par le Conseil du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, figurant dans le document UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1). Le texte intégral du rapport fournit des détails sur les projets spécifiques approuvés durant la période considérée.

**Tableau 1. Suites données par le FEM aux orientations de la Conférence des Parties concernant la prévention des risques biotechnologiques, contenues dans la décision XI/5**

<b>Orientation pour la COP/MOP 6</b>	<b>Suite donnée par le FEM</b>
<i>Adopte</i> le cadre quadriennal axé sur les résultats concernant les priorités de programme pour la période 2014-2018, tel qu'il figure dans l'annexe à la présente décision et <i>demande</i> au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de mettre en œuvre ce cadre et de rendre compte de ses travaux à la Conférence des Parties, à sa douzième réunion,	Le rapport sur l'appui du FEM à la mise en œuvre du Plan stratégique est fourni dans le présent rapport. Prière de se référer aux figures 1 à 4 du présent rapport en particulier, qui cartographient les priorités des pays en ce qui concerne leurs fonds alloués aux Objectifs d'Aichi.

<sup>1</sup> Une copie de cette communication est disponible à l'adresse : <http://www.cbd.int/financial/doc/es-letter-to-gefco-en.pdf>.

Orientation pour la COP/MOP 6	Suite donnée par le FEM
en ce qui concerne la stratégie relative à la sixième période de reconstitution du FEM (FEM-6), et à sa treizième réunion, en ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie et la manière dont il tient compte de chaque élément et de ses composants, et des autres principes directeurs du cadre, conformément au Protocole d'entente entre la Conférence des Parties à la Convention et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial.	Se référer également à la stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique et aux paragraphes 18 à 24 en particulier, et aux annexes I et II de ladite stratégie.
<b>Prévention des risques biotechnologiques</b>  Au paragraphe 28 de la décision XI/5, la Conférence des Parties a en outre transmis les orientations reçues de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui figurent dans l'appendice II à ladite décision.	Ces orientations ont été intégrées dans la stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique et elles éclaireront l'appui continu fourni par le FEM au Protocole de Cartagena. Prière de se référer à l'annexe 1 au présent rapport (stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique).

*Source : Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties (pages 27 et 33).*

6. Au paragraphe 2 f) de l'appendice II à la décision XI/5, le FEM a été invité à fournir un appui supplémentaire à toutes les Parties admissibles, afin de renforcer leurs capacités d'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, sur la base de l'expérience acquise ou des enseignements tirés dans le cadre du Projet d'amélioration continue du renforcement des capacités pour une participation effective au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en utilisant les ressources affectées au domaine d'intervention « diversité biologique ». En réponse à cette demande, le FEM a approuvé un projet mondial sur la création de capacités durables pour une participation effective au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (BCH), qui appuiera des projets de création de capacités dans les 76 pays qui n'ont pas participé aux projets BCH-2 et BCH-1.

7. Au paragraphe 7 de l'appendice II à la décision XI/5, le Secrétaire exécutif a été prié de continuer de s'entretenir avec le Secrétariat du FEM avant la réunion du Conseil du FEM en novembre 2012, afin d'examiner la possibilité d'ouvrir une fenêtre spéciale d'appui financier pour faciliter l'application du Protocole, et de rendre compte du résultat aux Parties au Protocole. Donnant suite à cette demande, le Secrétaire exécutif a, le 29 octobre 2012, envoyé une lettre au Directeur général du FEM transmettant les orientations au mécanisme de financement, contenues dans la décision XI/5, y compris la question de l'ouverture d'une fenêtre spéciale d'appui financier pour faciliter l'application du Protocole. Cependant, en raison de la proximité immédiate de la réunion de la Conférence des Parties en octobre 2012 et de la réunion du Conseil du FEM en novembre 2012, le Conseil du FEM n'a pas pu examiner cette question à sa réunion de novembre. Les Secrétariats de la Convention et du FEM ont examiné plus avant cette question à la retraite conjointe de la CBD-FEM sur le mécanisme de financement et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, organisée les 4 et 5 juin 2013. Cependant, lors de ses réunions ultérieures, le Conseil du FEM n'a pas examiné la demande spécifique concernant l'ouverture d'une fenêtre spéciale d'appui financier pour faciliter l'application du Protocole.

**B. Appui fourni par le FEM aux projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques durant la période considérée**

8. Durant la période considérée (du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2014), le FEM a financé cinq projets (3 projets nationaux, 1 projet régional et 1 projet mondial) qui contribuent à la réalisation du troisième objectif de la stratégie de FEM-5 pour la diversité biologique, à savoir, créer des capacités pour l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Le FEM a investi 13,6 millions de dollars (environ 35% du montant nominal alloué à la prévention des risques biotechnologiques durant FEM-5) et a mobilisé 26,2 millions de dollars de cofinancements. Les cinq projets approuvés sont énumérés dans l'Annexe 7 et décrits dans l'Annexe 9 au rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention. Pour plus de commodité, cette liste figure également dans l'annexe au présent document.

9. Bien que le montant total des ressources allouées aux projets qui appuient la mise en œuvre du Protocole (objectif 3 de la stratégie de FEM-5 pour la diversité biologique) ait augmenté durant la période considérée, lorsqu'on le compare au montant alloué pendant les deux premières années de FEM-5 (2010-2012), durant lesquelles seulement 2,805 millions de dollars ont été utilisés pour aider les Parties admissibles à préparer leurs deuxièmes rapports nationaux, seulement un petit nombre de projets ont été appuyés et, d'une manière générale, le taux d'utilisation des ressources allouées à la prévention des risques biotechnologiques a été relativement faible, comparé aux taux d'utilisation dans les autres domaines thématiques de la stratégie de FEM-5 pour la diversité biologique.

**Tableau 2. Programmation des ressources pour les objectifs de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant la période 2012-2014<sup>2</sup>**

Objectif dans le domaine d'intervention « diversité biologique »	Montant nominal (USD)	Montant utilisé	% utilisé
BD-1: Améliorer la durabilité des dispositifs d'aires protégées	700 000 000	210 067 104	30%
BD-2: Prendre systématiquement en compte la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique	250 000 000	185 372 436	74%
BD-3: Renforcer les capacités de mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	40 000 000	13 663 648	35%
BD-4: Renforcer les capacités en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages qui en découlent	40 000 000	45 119 483	113%
BD-5: Intégrer les obligations découlant de la CDB dans les processus nationaux de planification grâce à des activités habilitantes (stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique)	40 000 000	5 388 557	12%

<sup>2</sup> La programmation des ressources par objectif de la stratégie n'inclue pas les frais de gestion du projet ou les frais d'agence, car il n'est pas possible de les attribuer à un objectif spécifique de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » ou à une base de résultats, du fait que ces coûts couvrent l'ensemble du montant de la subvention et ne sont pas attribués à des objectifs distincts ou à des résultats attendus.

<b>TOTAL</b>	<b>1 070 000 000</b>	<b>459 611 228</b>	<b>43%</b>
--------------	----------------------	--------------------	------------

Source : Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties (page 15).

**C. Appui fourni par le FEM aux projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques durant toute la période de FEM-5**

10. D'une manière générale, le taux d'utilisation des ressources allouées à la prévention des risques biotechnologiques durant toute la période de FEM-5 (2010-2014) a été relativement faible, comparé aux autres domaines thématiques dans le domaine d'intervention « diversité biologique ». Un montant total de 16 468 648 dollars a été approuvé pour entreprendre huit projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques durant FEM-5, ce qui représente 41% du montant théorique alloué (40 millions de dollars) à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (voir le tableau 3 ci-dessous).

**Tableau 3. Programmation des ressources pour les objectifs de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pendant toute la période de FEM-5<sup>3</sup>**

Objectif dans le domaine d'intervention « diversité biologique »	Montant nominal (USD)	Montant utilisé (USD)	% utilisé
BD-1: Durabilité des dispositifs d'aires protégées	700 000 000	489 068 947	70%
BD-2: Intégration de la diversité biologique	250 000 000	409 102 504	164%
BD-3: Prévention des risques biotechnologiques	40 000 000	16 468 648	41%
BD-4: Accès et partage des avantages	40 000 000	47 806 233	120%
BD-5: Activités habilitantes (SPANB)	40 000 000	30 263 908	76%
<b>TOTAL</b>	<b>1 070 000 000</b>	<b>992 710 240</b>	<b>93%</b>

Source: Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties (page 16).

11. Également, comme indiqué dans le tableau 4 ci-dessous, le montant total utilisé pour appuyer la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (16 468 648 dollars) représente moins de 2% du montant total des ressources qui ont été effectivement approuvées pour des projets dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant FEM-5.

<sup>3</sup> La programmation des ressources par objectif de la stratégie n'inclue pas les frais de gestion du projet ou les frais d'agence, car il n'est pas possible de les attribuer à un objectif spécifique de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » ou à une base de résultats, du fait que ces coûts couvrent l'ensemble du montant de la subvention et ne sont pas attribués à des objectifs distincts ou à des résultats attendus.

**Tableau 4. Programmation des ressources pour chaque objectif de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant FEM-5 (2010-2014)**

Objectif de la stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique »	Financement du FEM (USD)	Pourcentage du montant total programmé	Cofinancement (USD)
BD-1: Durabilité des dispositifs d'aires protégées	489 068 947	49%	2 239 746 445
BD-2: Intégration de la biodiversité	409 102 504	41%	1 862 014 386
BD-3: Prévention des risques biotechnologiques	16 468 648	2%	28 680 180
BD-4: Accès et partage des avantages	47 806 233	5%	113 238 843
BD-5: Activités habilitantes (SPANB)	30 263 908	3%	51 998 355
<b>TOTAL</b>	<b>992 710 240</b>	<b>100%</b>	<b>4 295 678 209</b>

Source: Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties (page 6).

12. Le taux d'utilisation des fonds alloués par le FEM à la prévention des risques biotechnologiques durant FEM-5 (16,5 millions de dollars pour huit projets) a été beaucoup plus faible également que le taux d'utilisation durant FEM-4 (plus de 52 millions de dollars pour 50 projets au moins) et FEM-3 (plus de 36 millions de dollars pour 18 projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques). En conséquence, le montant nominal alloué à la prévention des risques biotechnologiques a diminué, en passant de 75 millions de dollars durant FEM-4 à 40 millions de dollars durant FEM-5 et à 30 millions de dollars aujourd'hui durant FEM-6 (voir le tableau 5 ci-dessous).

**Tableau 5. Programmation des ressources dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant FEM-4, FEM-5 et FEM-6**

Objectif de la stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique »	FEM-4 (2006-2010)		FEM-5 (2010-2014)		FEM-6 (2014-2018)	
	Montant du financement du FEM (en millions de dollars)	% du montant total	Montant du financement du FEM (en millions de dollars)	% du montant total	Montant du financement du FEM (en millions de dollars)	% du montant total
Dispositifs d'aires protégées	425	47%	700	65%	250	19%
Intégration de la diversité biologique	270	30%	250	23%	416	32%
<b>Prévention des risques biotechnologiques</b>	<b>75</b>	<b>8%</b>	<b>40</b>	<b>4%</b>	<b>30</b>	<b>2%</b>
Accès et partage des avantages			40	4%	50	4%
Activités habilitantes	36	4%	40	4%		
Nouvelles questions	90	10%				
Espèces menacées d'extinction					80	6%
Espèces exotiques envahissantes					50	4%
Utilisation durable de la diversité biologique					175	14%
Fonds de réserve du domaine d'intervention					245	18%

	<b>FEM-4 (2006-2010)</b>		<b>FEM-5 (2010-2014)</b>		<b>FEM-6 (2014-2018)</b>	
<b>Objectif de la stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique »</b>	<b>Montant du financement du FEM (en millions de dollars)</b>	<b>% du montant total</b>	<b>Montant du financement du FEM (en millions de dollars)</b>	<b>% du montant total</b>	<b>Montant du financement du FEM (en millions de dollars)</b>	<b>% du montant total</b>
<b>TOTAL</b>	<b>906</b>	<b>100%</b>	<b>1,070</b>	<b>100%</b>	<b>1,296</b>	<b>100%</b>

Source : Documents de programmation de FEM-4 (FEM/R.4/33), FEM-5 (FEM/R.5/31) et FEM-6 (FEM/R.6/20/Rev.04).

13. En résumé, bien que le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques soit un traité international juridiquement contraignant et distinct au titre de la Convention sur la diversité biologique, il a continué de recevoir de moins en moins d'appui financier de la part du FEM, qui est son mécanisme de financement désigné. La principale raison d'une telle baisse est la vive concurrence qui existe entre le domaine de la prévention des risques biotechnologiques et d'autres domaines thématiques relevant du domaine d'intervention « diversité biologique » pour obtenir les ressources limitées allouées aux pays par le FEM dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR)<sup>4</sup>. Dans la programmation de l'utilisation de leurs allocations nationales, un certain nombre de Parties ont accordé une préférence aux projets qui abordent des questions qui aboutissent généralement à des résultats immédiats et visibles, tels que les aires protégées, plutôt qu'à des projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques qui sont plus réglementaires par nature et produisent des résultats moins tangibles à court terme.

14. La tendance à la baisse dans la programmation nationale des ressources du FEM pour la prévention des risques biotechnologiques, conjuguée à la baisse générale de l'appui bilatéral et multilatéral fourni à la prévention des risques biotechnologiques, pourrait avoir de sérieuses conséquences défavorables pour l'avenir du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Un certain nombre de pays en développement Parties et de Parties à économie en transition ne seront peut-être pas en mesure de s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole, telles que la mise en place de systèmes réglementaires nationaux opérationnels pour la prévention des risques biotechnologiques ou la création de capacités nécessaires, en raison d'un manque de soutien financier.

15. À ses dixième et onzième réunions, le Comité chargé du respect des obligations au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a examiné des moyens qui pourraient aider les Parties à améliorer leur accès à un financement du FEM pour des projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques<sup>5</sup>. Entre autres choses, le Comité a préconisé une meilleure coordination entre les correspondants de la prévention des risques biotechnologiques, de la diversité biologique et du FEM, et l'organisation d'ateliers régionaux en vue de : a) sensibiliser les responsables gouvernementaux concernés à l'importance de s'acquitter des obligations relatives à la prévention des risques biotechnologiques; b) aider à identifier des capacités locales ou régionales qui pourraient être disponibles et utilisées; c) mettre au point des projets qui ont de plus grandes chances d'être approuvés. Le Comité a suggéré également que des projets régionaux en matière de prévention des risques

<sup>4</sup> La tendance actuelle à la baisse est à l'opposé de l'évaluation positive de l'appui fourni par le FEM aux projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques durant FEM-3, qui a été examiné par le Conseil du FEM à sa réunion de novembre 2005 (FEM/ME/C.27/Inf.1/Rev.1); celui-ci a fait observer, entre autres, que le FEM avait répondu très rapidement et systématiquement aux demandes de soutien au Protocole, et que l'appui du FEM avait aidé à donner une impulsion à la ratification et à l'application du Protocole.

<sup>5</sup> Les rapports de la dixième et de la onzième réunion du Comité chargé du respect des obligations sont disponibles à l'adresse : <http://www.cbd.int/doc/?meeting=BSCC-10> et <http://www.cbd.int/doc/?meeting=BSCC-11>.

biotechnologiques pourraient avoir de plus grandes chances d'aboutir, car ils permettraient de mettre en commun les ressources disponibles entre les Parties participantes, tout en répartissant les dépenses administratives nécessaires. À ce titre, le Comité a conseillé à la septième réunion des Parties d'encourager les Parties à coopérer à l'échelle régionale pour obtenir un financement du FEM.

16. La dixième réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques, qui s'est tenue en avril 2014 à Budapest<sup>6</sup>, a formulé les suggestions suivantes pour améliorer l'utilisation des ressources du FEM consacrées à l'application du Protocole au niveau national:

a) Des ateliers nationaux devrait être organisés pour les responsables gouvernementaux concernés (y compris les correspondants opérationnels du FEM), de sorte que la prévention des risques biotechnologiques soit dûment prise en compte dans la répartition des ressources allouées aux pays par le FEM destinées à la diversité biologique;

b) Des ateliers régionaux et bilatéraux devraient être organisés pour les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena et de la Convention, les correspondants opérationnels du FEM et les parties prenantes concernées, afin de partager des données d'expérience et les enseignements tirés de la mobilisation des ressources pour appuyer les activités liées à la prévention des risques biotechnologiques;

c) Le Secrétariat devrait envisager d'envoyer une lettre aux correspondants opérationnels du FEM, décrivant la situation actuelle de réduction des ressources allouées par le FEM au niveau national pour faciliter l'application du Protocole de Cartagena au niveau national, et pour attirer leur attention sur le paragraphe 1 de la décision BS-VI/5, qui exhorte les Parties à accorder une priorité à la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), sachant que le FEM est le mécanisme de financement du Protocole.

17. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être examiner les recommandations ci-dessus et d'autres mesures correctives éventuelles, et prendre une décision, selon qu'il convient.

#### ***D. Conclusions du cinquième bilan global (OPS-5) et du quatrième examen de l'efficacité du Fonds pour l'environnement mondial***

18. En application de l'annexe à la décision X/27, le Secrétaire exécutif a utilisé les services d'une société d'évaluation indépendante, ICF International Inc., pour procéder au quatrième examen de l'efficacité du mécanisme de financement. En avril 2013, ICF International Inc. a distribué à toutes les Parties un questionnaire, pour assurer leur contribution dans l'évaluation de l'efficacité du mécanisme de financement<sup>7</sup>. Au total, 48 Parties ont répondu à ce questionnaire, dont 43 pays en développement Parties et 5 pays développés Parties. Le rapport d'évaluation a été présenté à la cinquième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, dans le

<sup>6</sup> Le rapport de la dixième réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques figure dans le document UNEP/CBD/BS/LG-CB/10/2, et est disponible à l'adresse: <http://www.cbd.int/doc/?meeting=BSLGCB-10>.

<sup>7</sup> L'évaluation a examiné, entre autres : la conformité des activités financées par le FEM aux orientations fournies par la COP; l'efficacité du FEM en matière de mobilisation de ressources financières nouvelles et additionnelles (cofinancements par exemple); l'efficacité du FEM en ce qui concerne l'apport de ressources financières et la supervision des activités financées; l'efficience et l'efficacité des activités financées par le FEM; l'efficacité et la pertinence des orientations fournies par la COP au FEM; la cohérence et les synergies avec les orientations et les activités des autres conventions de Rio.



document UNEP/CBD/WGRI/5/INF/10, et ses conclusions seront examinées par la Conférence des Parties à sa douzième réunion<sup>8</sup>.

19. Les principales conclusions et recommandations de l'évaluation qui peuvent intéresser directement le Protocole de Cartagena incluent les suivantes :

a) Conclusion 1 : La Conférence des Parties a apporté des améliorations mesurables en consolidant les orientations plus anciennes fournies au FEM, mais le nombre de nouvelles orientations adoptées à chaque Conférence des Parties reste toujours très élevé, et ces orientations sont parfois répétitives.

Recommandation 1 : La Conférence des Parties souhaitera peut-être simplifier davantage les orientations fournies au FEM, par un processus plus régulier et systématique.

b) Conclusion 2 : L'établissement de priorités stratégiques entre les orientations de la COP reste une question à traiter. La Convention n'établit pas de hiérarchie entre ses orientations en fonction de leur importance, ni ne recense les quotients de financement associés aux orientations. En raison des ressources limitées du FEM, cette absence de priorités peut aboutir à un morcellement des ressources du FEM et à des résultats qui ont un impact limité dans de nombreux domaines, plutôt qu'un impact concentré dans quelques domaines.

Recommandation 2 : Les Secrétariats de la CBD et du FEM devraient étudier comment la COP pourrait utiliser au mieux le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique afin d'établir des priorités pour le FEM, et devraient peut-être convenir que certains Objectifs d'Aichi sont hautement prioritaires, afin que le FEM les examine à court terme.

c) Conclusion 3 : Dans l'ensemble, le FEM a donné suite en grande partie aux orientations de la COP, dans la mesure de ses moyens. Les orientations de la COP sont prises en compte dans les stratégies de FEM-4 et FEM-5 pour les différents domaines d'intervention, les approbations de projets et les rapports du FEM à la COP. Cependant, les activités du FEM n'ont pas pris en compte toutes les orientations de la COP durant la période considérée. À titre d'exemple, durant cette période, aucun pays n'a présenté de projets qui abordent expressément les orientations concernant la stratégie mondiale pour la conservation des plantes, l'Initiative taxonomique mondiale, ou les projets de mise en œuvre des cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques.

Recommandation 3 : Le FEM et la Conférence des Parties devraient continuer d'étudier ensemble les moyens de relever ce défi.

d) Conclusion 4 : Bien que le montant total des fonds alloués par le FEM au domaine d'intervention « diversité biologique » ait été généralement prévisible, les fonds alloués à chaque pays ont été moins prévisibles, même si le caractère prévisible du financement s'est amélioré entre le FEM-4 et le FEM-5, avec le remplacement du Cadre d'allocation des ressources (RAF) par le Système transparent d'allocation des ressources (STAR).

Recommandation 4 : Le FEM devrait continuer d'utiliser un cadre d'allocation pour allouer des ressources pour la diversité biologique de manière prévisible et équitable à certains pays;

---

<sup>8</sup> Le rapport est disponible à l'adresse: <http://www.cbd.int/doc/meetings/wgri/wgri-05/information/wgri-05-inf-10-en.pdf>.

cependant, des modifications du cadre devraient être envisagées, sur la base de l'évaluation à mi-parcours de STAR.

e) Conclusion 5 : Comparé aux précédentes périodes de reconstitution des ressources, le nombre d'activités habilitantes appuyées par le FEM a sensiblement augmenté durant FEM-5. Le FEM a été efficace dans le déboursement des fonds disponibles; les fonds qui ont été alloués au domaine d'intervention « diversité biologique » dans le cadre de FEM-4 ont été presque entièrement utilisés, et il est prévu que la plupart des fonds alloués dans le cadre de FEM-5 seront également utilisés.

Recommandation 5 : D'autres débats doivent être menés à la Conférence des Parties sur le rôle du FEM dans l'apport de fonds pour atteindre les Objectifs d'Aichi et l'appui fourni aux activités menées au titre du Protocole de Cartagena.

f) Conclusion 6 : Le FEM a aidé à mobiliser des ressources financières nouvelles et additionnelles au niveau des projets, pour faciliter l'application de la Convention sur la diversité biologique, bien qu'il soit possible de faire davantage. Même si le quotient des cofinancements anticipés par le financement de la diversité biologique par le FEM a augmenté progressivement au cours du temps, le ratio moyen de cofinancement dans le domaine d'intervention « diversité biologique » reste sensiblement au-dessous du ratio de cofinancement dans d'autres domaines d'intervention du FEM.

Recommandation 6 : Le FEM devrait continuer de mettre l'accent sur la mobilisation des ressources (cofinancement de projets par exemple), sans compromettre pour autant les buts d'un projet. Il devrait rechercher des moyens innovants dans le cadre du FEM-6 pour mobiliser des ressources supplémentaires destinées à la diversité biologique.

g) Conclusion 7 : À ce jour, dans le cadre de FEM-5, les demandes des pays et les approbations du FEM en matière financement destiné à la diversité biologique n'ont pas été entièrement harmonisées avec le montant nominal des ressources pour chaque objectif de la stratégie de FEM-5 pour la diversité biologique. À mi-parcours durant FEM-5, le montant du financement approuvé pour appuyer la réalisation de l'objectif 2 (intégration de la diversité biologique) avait déjà dépassé le montant nominal, tandis qu'aucun pays n'avait remis une demande de financement de projet visant appuyer la réalisation de l'objectif 3 (créer des capacités pour l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques). Certaines parties prenantes interrogées ont suggéré que l'utilisation du cadre d'allocation des ressources dans le cadre de FEM-4 et FEM-5 (c'est-à-dire RAF, puis STAR) avait contribué au manque de demandes de financement de projets liés à la prévention des risques biotechnologiques, puisque chaque pays décidait quelles priorités il allait traiter avec ses allocations nationales limitées. La prévention des risques biotechnologiques peut être moins prioritaire au niveau national dans certains pays, pour différentes raisons, telles que : le correspondant pour la prévention des risques biotechnologiques se trouve au sein du ministère de l'agriculture, lequel est moins impliqué dans l'établissement de priorités pour l'allocation des ressources du FEM; certains pays n'importent et n'exportent pas des organismes vivants modifiés; ou la question de la prévention des risques biotechnologiques est peut-être mieux gérée dans le cadre de projets transfrontières, ce qui peut être difficile à réaliser avec des allocations de ressources par pays.

Recommandation 7 : La COP souhaitera peut-être encourager les Parties à présenter des projets au FEM relatifs à la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes et à l'Initiative taxonomique mondiale – deux domaines dans lesquels aucun projet n'a été présenté au FEM, malgré les orientations de la COP indiquant qu'il s'agit de domaines prioritaires. D'autre part, les demandes d'assistance dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques se sont cantonnées à l'établissement des rapports nationaux. Le FEM devrait continuer de surveiller

l'état d'avancement de l'approbation de projets dans ces deux domaines et fournir des mises à jour à la Conférence des Parties.

20. Le cinquième bilan global du FEM (OPS-5)<sup>9</sup>, qui a été réalisé par le Bureau de l'évaluation du FEM a indiqué, entre autres, que le FEM remplit son mandat et atteint ses objectifs, et qu'il continue d'être très pertinent et efficace dans ses interventions. Le Document technique No. 3 de l'OPS-5 a noté que durant FEM-5, il y a eu quelques déviations entre les allocations de ressources indicatives et les ressources programmées pour certains objectifs du domaine d'intervention « diversité biologique ». À titre d'exemple, un pourcentage beaucoup plus élevé de ressources a été approuvé pour l'objectif BD-2, « Prendre systématiquement en compte la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique » que ce qui avait été prévu pour cet objectif, tandis que d'autres objectifs relatifs à la diversité biologique, comme la prévention des risques biotechnologiques et l'accès et le partage des avantages ont bénéficié d'un financement très limité.

21. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être examiner les conclusions et les recommandations ci-dessus du quatrième examen de l'efficacité du FEM et du cinquième bilan global du FEM (OPS-5) et prendre une décision, selon qu'il convient.

### **III. LA SIXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE LA CAISSE DU FEM ET LA PROGRAMMATION DES RESSOURCES POUR LA STRATÉGIE ADOPTÉE DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DIVERSITÉ BIOLOGIQUE »**

#### **A. *La sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM et les orientations des programmes pour 2014-2018***

22. Après sa restructuration en 1994, les ressources de la Caisse du FEM ont été reconstituées cinq fois : reconstitution de FEM-1 (1994-1998) d'un montant de 2 milliards de dollars; reconstitution de FEM-2 (1998-2002) d'un montant de 2,75 milliards de dollars; reconstitution de FEM-3 (2002-2006) d'un montant de 3 milliards de dollars; reconstitution de FEM-4 (2006-2010) d'un montant de 3,13 milliards de dollars; et reconstitution de FEM-5 (2010-2014) d'un montant de 4,34 milliards de dollars.

23. Les négociations concernant la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2018 (FEM-6), ont été conclues avec succès en avril 2014 à Genève, et le montant des contributions annoncées s'élève à 4,433 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation nominale de 4% par rapport à FEM-5.

24. La programmation des ressources de FEM-6 couvre des activités dans ses six domaines d'intervention (diversité biologique, changements climatiques, substances chimiques et déchets, eaux internationales, dégradation des sols, gestion durable des forêts), en accord avec la stratégie adoptée pour chaque domaine d'intervention. Elle couvre également les instruments pilotes autres que des subventions, les programmes d'entreprises (y compris le Programme d'appui aux pays, le renforcement des capacités intersectorielles et le Programme de microfinancements), ainsi que le budget d'entreprise (pour le Secrétariat du FEM, le Groupe consultatif scientifique et technique du FEM (STAP) et l'Administrateur), et le Bureau de l'évaluation indépendant. Le tableau 6 ci-dessous résume les objectifs de programmation convenus pour les différents domaines d'intervention et/ou domaines thématiques.

---

<sup>9</sup> Le rapport OPS-5 est disponible à l'adresse : <http://www.thegef.org/gef/OPS5>.

**Tableau 6. Objectifs de programmation de FEM-6 pour les différents domaines d'intervention et/ou domaines thématiques**

Domaine d'intervention/domaine thématique	Objectifs de programmation de FEM-5 (en millions de dollars) <sup>10</sup>	Objectifs de programmation de FEM-6 (en millions de dollars)
Diversité biologique	1210	1296
Changements climatiques	1360	1260
Substances chimiques et déchets	425	554
Eaux internationales	440	456
Dégradation des sols	405	431
Instruments pilotes autres que des subventions	80	115
Programmes d'entreprise	210	197
Budget d'entreprise : Secrétariat, STAP et Administrateur	120	106
Bureau de l'évaluation indépendant		19
<b>MONTANT TOTAL de la reconstitution des ressources de la Caisse du FEM</b>	<b>4 250</b>	<b>4 433</b>

Source: Document FEM/C.46/07/Rev.01 du Conseil du FEM – Résumé des négociations de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM (page 15).

25. La programmation des ressources de FEM-6 a introduit des stratégies innovantes, telles que les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée », la programmation innovante, les instruments autres que des subventions, et l'élargissement de l'engagement du secteur privé et de la collaboration avec les organisations de la société civile. Dans le cadre des « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée », le FEM testera la réalisation de programmes fondés sur une approche intégrée, visant à gérer des problèmes environnementaux mondiaux distincts, en mettant l'accent sur certains facteurs sous-jacents de la dégradation environnementale, au moyen de programmes spéciaux qui fournissent une valeur ajoutée unique et qui créent des liens robustes entre les parties prenantes.

#### ***B. Orientations des programmes de FEM-6 pour le domaine d'intervention « diversité biologique »***

26. Un montant de 1,296 milliards de dollars (soit 29% de l'ensemble du portefeuille de FEM-6) a été alloué au domaine d'intervention « diversité biologique », ce qui signifie que la diversité biologique se voit attribuer la plus grosse enveloppe budgétaire parmi les domaines d'intervention de FEM-6. Ce montant a été programmé pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique.

27. Conformément aux orientations fournies par la COP au mécanisme de financement concernant le cadre quadriennal axé sur les résultats concernant les priorités de programme pour la période 2014-2018 (décision XI/5), la stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique intègre des éléments du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, des éléments du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020, et des priorités de programme pour l'application du

<sup>10</sup> La programmation et l'application de STAR durant FEM-5 ont été basées sur le scénario de programmation des ressources accepté de 4,25 milliards de dollars. Le montant final de la reconstitution, y compris les contributions annoncées supplémentaires des bailleurs de fonds, s'est élevé à 4,34 milliards de dollars.

Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, qui ont été proposées par le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya.

28. Le but général de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » est de préserver la diversité biologique d'importance mondiale et les biens et services fournis par les écosystèmes à la société. Pour atteindre ce but, la stratégie énonce quatre objectifs :

- a) BD-1 : Améliorer la durabilité des dispositifs d'aires protégées;
- b) BD-2 : Réduire les menaces pesant sur la diversité biologique d'importance mondiale;
- c) BD-3 : Utiliser de manière durable la diversité biologique;
- d) BD-4: Intégrer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique.

29. La stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique comprend dix programmes qui contribuent directement à la réalisation des quatre objectifs ci-dessus, du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris au moins 14 des 20 Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Les ressources indicatives allouées aux différents programmes durant FEM-6 sont indiquées dans le tableau 7 ci-dessous.

**Tableau 7. Objectifs de FEM-6 pour le domaine d'intervention « diversité biologique » et ressources indicatives allouées par programme**

Objectif du domaine d'intervention	Programmes du domaine d'intervention	Ressources allouées (en millions de dollars)
BD 1: Améliorer la durabilité des dispositifs d'aires protégées	Programme 1 : Améliorer la viabilité financière et assurer une gestion efficace de l'infrastructure écologique nationale	125
	Programme 2 : Le dernier refuge de la nature : étendre la portée du domaine mondial d'aires protégées	125
BD 2: Réduire les menaces pesant sur la diversité biologique d'importance mondiale	Programme 3 : Prévenir l'extinction des espèces menacées connues	80
	Programme 4 : Prévention, contrôle et gestion des espèces exotiques envahissantes	50
	Programme 5 : Mettre en œuvre le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	30
BD 3 : Utiliser de manière durable la diversité biologique	Programme 6 : Des dorsales jusqu'au corail+: maintenir l'intégrité et la fonction des écosystèmes de récifs coralliens	100
	Programme 7 : Garantir l'avenir de l'agriculture : utilisation durable des ressources génétiques végétales et animales	75
	Programme 8 : Mettre en œuvre le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	50
BD 4 : Intégrer la conservation et l'utilisation durable de la	Programme 9 : Gérer l'interface entre les êtres humains et la diversité biologique	338

biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique		
	Programme 10 : Intégration de la diversité biologique et des services écosystémiques dans la planification du développement et des finances	78
Fonds de réserve du domaine d'intervention (obligations des conventions, programmes mondiaux/régionaux, y compris les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » et le Programme de gestion durable des forêts)		245
<b>Montant total alloué à la diversité biologique</b>		<b>1 296</b>

Source: Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties, annexe 1 (page 23).

30. En plus des dix programmes susmentionnés, le FEM fournira un appui par le biais des fonds de réserve des domaines d'intervention (FAS), pour permettre aux pays admissibles de réaliser des activités habilitantes, telles que la révision des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) (pour les pays qui ne l'ont pas encore fait) ou l'établissement des rapports nationaux au titre de la Convention, du Protocole de Cartagena et du Protocole de Nagoya, qui doivent être présentés durant la période couverte par FEM-6. Les fonds de réserve du domaine d'intervention « diversité biologique » seront utilisés également pour appuyer des projets régionaux et mondiaux, tels que les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée », qui contribueront à la réalisation de différents Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et à la mise en œuvre d'autres domaines d'intervention du FEM.

31. Les programmes pilotes fondés sur une approche intégrée qui intéressent le domaine d'intervention « diversité biologique » incluent les suivants :

- a) Enlever la déforestation des chaînes d'approvisionnement en matières premières;
- b) Encourager la durabilité et la résilience pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique.

32. Conformément à la pratique établie et aux critères d'examen des projets par le FEM, les demandes de financement de projets présentées durant FEM-6 devront montrer que les domaines thématiques traités dans le cadre d'un projet sont considérés comme prioritaires dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) et sont correctement harmonisés avec le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

### ***C. Appui fourni au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre de FEM-6***

33. L'appui fourni à la prévention des risques biotechnologiques se fera principalement dans le cadre du Programme 5 : Mettre en œuvre le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, au titre de son deuxième objectif stratégique. Un montant nominal de 30 millions de dollars a été alloué au programme. Dans le cadre de ce programme, le FEM accordera une priorité à la mise en œuvre des activités recensées dans les analyses d'inventaire des pays et dans les orientations

fournies par la COP au FEM, tout particulièrement les éléments fondamentaux du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020 et du cadre et plan d'action pour le renforcement des capacités en vue d'assurer l'application effective du Protocole, adopté à la sixième réunion des Parties au Protocole. La principale priorité sera d'appuyer la mise en œuvre des cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques des Parties qui n'ont pas demandé une aide à cette fin durant les précédents cycles du FEM.

34. Le FEM fournira un appui aux pays admissibles pour entreprendre des projets régionaux ou infrarégionaux, lorsqu'il existe des possibilités de partage rentable des ressources limitées et de coordination entre les cadres pour la prévention des risques biotechnologiques, pour faciliter l'application du Protocole. L'expérience du FEM a montré que de telles approches sont efficaces lorsque des évaluations des progrès accomplis soutiennent le potentiel de coordination des cadres pour la prévention des risques biotechnologiques, de partage des compétences régionales, et de renforcement des capacités dans les domaines prioritaires ou thématiques communs, afin de renforcer les capacités des groupes de pays qui manquent de compétences dans les domaines concernés.

35. Le FEM appuiera également des projets thématiques qui abordent des dispositions spécifiques du Protocole de Cartagena. Ces projets devraient être élaborés au niveau régional ou infrarégional et s'appuyer sur une même série d'objectifs et de possibilités pour mettre en œuvre le Protocole, au-delà de l'élaboration et la mise en œuvre des cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques. D'autre part, le FEM appuiera la ratification et l'application du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena.

36. Comme indiqué plus haut, le FEM apportera un soutien à l'établissement des troisièmes rapports nationaux au titre du Protocole, en utilisant les fonds de réserve (FAS) du domaine d'intervention « diversité biologique ». Les Parties souhaiteront peut-être également demander une aide pour entreprendre des projets thématiques régionaux et infrarégionaux, en utilisant des fonds de réserve. Dans son rapport à la réunion en cours des Parties au Protocole, le Comité chargé du respect des obligations a recommandé également que le FEM soit invité à nouveau à mettre des fonds à disposition, en utilisant les fonds de réserve du domaine d'intervention « diversité biologique » pour entreprendre des projets à petite échelle, afin d'aider les Parties admissibles qui informent le Comité chargé du respect des obligations de leur difficulté à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole, conformément au point 8 du paragraphe 2 n) de l'appendice II à la décision XI/5 de la Conférence des Parties. D'autre part, les Parties qui sont dans une situation de non-respect de certaines dispositions du Protocole souhaiteront peut-être envisager de demander une aide du FEM, en utilisant les ressources allouées aux pays dans le cadre de STAR, pour s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole.

37. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être aussi encourager les Parties à étudier la possibilité d'intégrer des activités liées à la prévention des risques biotechnologiques dans les programmes fondés sur une « approche intégrée » proposés, dont la phase pilote aura lieu durant FEM-6, ainsi que dans les projets élaborés dans le cadre des autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique ». À titre d'exemple, il existe des liens évidents entre le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le programme « d'approche intégrée » visant à « Encourager la durabilité et la résilience pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique ». Les activités liées à la prévention des risques biotechnologiques pourraient être intégrées également dans le Programme 7 intitulé « Garantir l'avenir de l'agriculture : utilisation durable des ressources génétiques végétales et animales » et dans le Programme 9 sur la « Gestion de l'interface entre les êtres humains et la diversité biologique ».

#### **IV. MOBILISATION DES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR L'APPLICATION DU PROTOCOLE**

38. Depuis que la réunion des Parties au Protocole a adopté sa précédente décision sur la mobilisation des ressources (décision BS-VI/5, partie II), en octobre 2012, un certain nombre de développements ont eu lieu qui intéressent la mobilisation des ressources pour l'application du Protocole, que la présente réunion des Parties souhaitera peut-être examiner, en vue de prendre d'autres décisions en la matière, selon qu'il convient. Ces développements incluent les résultats de la dixième réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques, qui s'est tenue en avril 2014, à Budapest (document UNEP/CBD/BS/LG-CB/10/2), le Forum en ligne sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui s'est tenu par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, du 26 mai au 13 juin 2014, et les développements survenus dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, tels que décrits ci-dessous.

39. La dixième réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques a fait quelques observations et formulé des recommandations concernant la mobilisation de ressources supplémentaires pour appuyer la mise en œuvre du Protocole de Cartagena au niveau national. Elle a recommandé, entre autres, que :

a) Des séances d'information périodiques devraient être organisées à l'intention des principaux responsables politiques et décideurs, pour accroître leur sensibilisation à l'importance de la prévention des risques biotechnologiques et pour obtenir leur soutien et leur engagement à allouer des ressources destinées aux activités liées à la prévention des risques biotechnologiques dans les budgets nationaux, et pour que la prévention des risques biotechnologiques soit considérée comme une question prioritaire à examiner dans le cadre d'une coopération bilatérale et multilatérale en matière de développement;

b) Des ateliers régionaux et bilatéraux devraient être organisés pour les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena, les correspondants nationaux de la Convention, les correspondants opérationnels du FEM et les parties prenantes concernées, afin de partager l'expérience acquise et les enseignements tirés en matière de mobilisation des ressources pour appuyer les activités liées à la prévention des risques biotechnologiques;

c) Le Secrétariat devrait envoyer un questionnaire aux Parties pour connaître leurs principales sources de financement des activités liées à la prévention des risques biotechnologiques et leurs besoins en matière de renforcement des capacités de mobilisation de ressources nouvelles et additionnelles.

40. Dans le cadre du Forum en ligne sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, les participants ont formulé un certain nombre de suggestions concernant le thème 4 sur les moyens de mobiliser des ressources pour l'application du Protocole. Les participants ont indiqué, entre autres, que :

a) Pour garantir des allocations budgétaires nationales destinées à l'application du Protocole, il convient d'élaborer une politique générale pour la prévention des risques biotechnologiques et d'adopter une loi nationale sur la prévention des risques biotechnologiques. La promulgation d'une loi sur la prévention des risques biotechnologiques favorise l'intégration des activités liées à la prévention des risques biotechnologiques dans les budgets nationaux, pour les ministères et/ou les organismes d'exécution. Sans l'adoption d'une telle loi, il est extrêmement difficile d'allouer des fonds à la prévention des risques biotechnologiques dans les budgets nationaux;



b) Il importe également d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les plans de développement nationaux, tels que les stratégies de développement économique et de réduction de la pauvreté. Lorsque la prévention des risques biotechnologiques est pleinement intégrée dans les processus de planification nationaux, il devient possible de recevoir une allocation budgétaire nationale;

c) Lorsque les activités liées à la prévention des risques biotechnologiques sont intégrées dans les SPANB et d'autres programmes de développement nationaux, elles gagnent en reconnaissance et en niveau de priorité. Elles peuvent aussi bénéficier de financements autres que les budgets nationaux, y compris des ressources allouées aux pays par le FEM;

d) Il est essentiel de sensibiliser à l'importance de la prévention des risques biotechnologiques et du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, y compris à leur impact sur les intérêts nationaux, notamment auprès des responsables politiques et des décideurs. Ceci favorise un soutien politique en matière de prévention des risques biotechnologiques et peut finalement aboutir à des allocations budgétaires favorables. Des efforts devraient être déployés pour communiquer des informations exactes en temps voulu à toutes les parties prenantes;

e) Une autre stratégie importante consiste à identifier des « champions de la prévention des risques biotechnologiques », afin de promouvoir une sensibilisation et une meilleure connaissance de la biotechnologie et de sa réglementation auprès du public et des parlementaires;

f) Il importe de relier la prévention des risques biotechnologiques aux questions d'intérêt et de priorité nationaux dans chaque pays, afin d'attirer l'attention des responsables politiques. Il s'agit de montrer que la prévention des risques biotechnologiques est essentielle au développement de nouveaux produits issus de la biotechnologie moderne, pour assurer un développement socioéconomique tout en sauvegardant la santé humaine et animale et l'environnement;

g) Il convient aussi de travailler avec la société civile, les universitaires, les jeunes, les gens ordinaires et les organismes de financement, pour les convaincre que l'application du Protocole doit être considérée comme une priorité nationale, et qu'elle est étroitement liée au développement national et à la sécurité nationale.

41. À sa onzième réunion, la Conférence des Parties a mené des négociations intenses sur la question de la mobilisation des ressources, y compris des objectifs pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources. Un compromis a été atteint sur des objectifs provisoires, y compris celui de doubler le soutien financier international global destiné à la diversité biologique des pays en développement d'ici à 2015, et de maintenir ce soutien au moins à ce niveau jusqu'en 2020, afin de contribuer à la réalisation des trois objectifs de la Convention (paragraphe 7 de la décision XI/4). Au paragraphe 22 de cette même décision, la Conférence des Parties a décidé d'examiner, à sa douzième réunion, les progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif 20 d'Aichi pour la biodiversité, en vue d'adopter un objectif final pour la mobilisation des ressources. D'autre part, les Parties ont accueilli avec satisfaction et ont décidé d'utiliser le cadre de présentation des rapports provisoire et les orientations figurant dans le document UNEP/CBD/COP/11/14/Add.1.

42. Au paragraphe 10 de la décision XI/4, la Conférence des Parties a demandé au Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention (WGRI), à sa cinquième réunion, d'examiner la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources et de poursuivre l'examen du cadre de présentation des rapports provisoire et des données de référence pour chacun des objectifs. Afin d'aider le Groupe de travail, le Secrétaire exécutif a préparé le document UNEP/CBD/WGRI/5/4, qui inclut un examen de la mise en œuvre des buts 2, 5, 6, 7 et 8 de la stratégie

de mobilisation des ressources<sup>11</sup>, sur la base des contributions fournies par les Parties et d'autres parties prenantes concernées, ainsi que d'autres sources d'information pertinentes.

43. À sa douzième réunion, la Conférence des Parties examinera les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources afin d'adopter, entre autres, l'objectif final pour la mobilisation des ressources. Il est prévu également qu'elle adoptera le cadre de présentation des rapports révisé.

44. Dans sa recommandation 5/10, contenue dans le document UNEP/CBD/COP/12/4, le WGRI a conseillé à la Conférence des Parties d'examiner, à sa douzième réunion, des propositions de mesures concrètes et efficaces pour mettre en œuvre de l'Objectif 20 d'Aichi pour la biodiversité, qui doivent être élaborées par le Secrétaire exécutif et qui comprendront, entre autres, les mesures ci-après :

a) Des mesures éventuelles pour réaliser les objectifs et les indicateurs associés, y compris des mesures liées aux huit objectifs de la stratégie de mobilisation de ressources;

b) Des mécanismes de mise en œuvre et d'appui qui fournissent un soutien technique et un renforcement des capacités, y compris en matière de bonnes pratiques et d'enseignements tirés de l'application d'outils et d'instruments financiers et du renforcement de leur efficacité;

c) Les instruments de renforcement des capacités et de soutien technique qui ont été mis à la disposition des Parties par diverses organisations, afin d'éclairer l'élaboration des politiques générales à partir d'une panoplie d'options que les Parties peuvent utiliser pour répondre à leurs besoins en matière de mobilisation de ressources;

d) Des options pour des lignes directrices facultatives sur les risques et les avantages éventuels associés aux mécanismes et garanties financiers nationaux innovants;

e) Des activités qui encouragent et appuient des mesures collectives, et des approches non fondées sur les marchés pour mobiliser des ressources afin d'atteindre les objectifs de la Convention, y compris des approches comme la gestion communautaire des ressources naturelles, la gouvernance partagée ou la gestion conjointe des aires protégées, ou des territoires et zones de conservation autochtone et communautaire.

45. D'autre part, le projet de décision figurant dans le document UNEP/CBD/COP/12/4 demande au Secrétaire exécutif et aux organisations internationales compétentes de fournir un appui technique supplémentaire et d'autres orientations et activités de renforcement des capacités en matière d'établissement des rapports financiers, d'identification des besoins, lacunes et priorités en matière de financement, et d'élaboration de stratégies nationales pour la mobilisation des ressources.

46. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être examiner les développements ci-dessus survenus dans le cadre de la Convention, les recommandations de la dixième réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques et les points de vue exprimés lors du Forum en ligne sur l'application du Protocole, et prendre une décision, selon qu'il convient. La réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être, entre autres, recommander que la Conférence des Parties, à sa douzième réunion, prenne en considération la mobilisation des ressources

---

<sup>11</sup> Le but 2 de la stratégie de mobilisation des ressources vise à renforcer les capacités nationales d'utilisation des ressources et de mobilisation des ressources financières nationales; le but 5 vise à intégrer la diversité biologique et les services écosystémiques dans les plans et les priorités pour la coopération en matière de développement; le but 6 vise à créer des capacités pour la mobilisation et l'utilisation des ressources et pour promouvoir la coopération Sud-Sud comme complément à la coopération Nord-Sud nécessaire; Le but 7 vise à améliorer la mise en œuvre des initiatives et des mécanismes relatifs à l'accès et au partage des avantages, à l'appui de la mobilisation des ressources; le but 8 vise à renforcer l'engagement mondial en faveur de la mobilisation des ressources, en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention.

pour l'application du Protocole de Cartagena dans son examen du point 14 de l'ordre du jour concernant la mobilisation des ressources, et dans le projet de décision et les propositions sur la mobilisation des ressources susmentionnés.

## V. ÉLÉMENTS SUGGÉRÉS POUR UN PROJET DE DÉCISION

47. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques souhaitera peut-être prendre une décision sur le mécanisme de financement et les ressources financières, libellée comme suit :

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques*

### *I. Appui fourni par le FEM au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques*

1. *Constate avec préoccupation* le faible nombre de projets et le faible montant total du financement demandé par les Parties au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour appuyer la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques durant la période de cinquième reconstitution des ressources (FEM-5);

2. *Se félicite* de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial et *exprime sa gratitude* aux pays qui ont contribué à la sixième reconstitution des ressources;

3. *Se félicite également* de la stratégie de FEM-6 pour le domaine d'intervention « diversité biologique », contenue dans le document FEM/C.46/07/Rev.01, qui inclut le Programme 5 sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et *prend note* des objectifs de programmation indicatifs pour les différents objectifs et programmes du domaine d'intervention « diversité biologique »;

4. *Prie instamment* les Parties admissibles d'accorder une priorité aux projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques durant la programmation de leurs allocations nationales de FEM-6 dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), compte tenu de leurs obligations au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020, et des orientations fournies par la Conférence des Parties au mécanisme de financement;

5. *Encourage* les Parties à étudier la possibilité d'intégrer des activités liées à la prévention des risques biotechnologiques dans les projets concernant plusieurs domaines d'intervention, y compris les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » proposés, ainsi que dans les projets élaborés dans le cadre des autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique »;

6. *Encourage également* les Parties à coopérer aux niveaux régional et infrarégional et à demander un appui du Fonds pour l'environnement mondial pour entreprendre des projets conjoints, afin d'optimiser les synergies et les possibilités de partage des ressources, informations, expériences et compétences de façon rentable;

7. *Invite* les Parties et les autres gouvernements à organiser des ateliers nationaux destinés aux responsables gouvernementaux concernés (y compris les correspondants opérationnels du FEM), afin d'accroître leur sensibilisation à l'importance de la prévention des risques biotechnologiques et aux obligations qui incombent aux Parties en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, de sorte que la prévention des risques biotechnologiques soit dûment prise en considération dans la programmation des ressources allouées aux pays par le FEM destinées à la diversité biologique;

8. *Prie instamment* les Parties de redoubler d'efforts pour améliorer leur accès à un financement des projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques par le Fonds pour l'environnement mondial au moyen, entre autres, d'une meilleure coordination entre les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena, les correspondants nationaux de la CBD et les correspondants opérationnels du FEM, et d'une coopération, en organisant des ateliers régionaux pour mieux faire connaître le Protocole de Cartagena comme un outil au service du développement durable et pour souligner l'importance de s'acquitter des obligations au titre du Protocole; en identifiant les capacités locales ou régionales disponibles qui pourraient être utilisées; et en mettant au point des projets qui ont de plus grandes chances d'être approuvés;

9. *Prie instamment également* les Parties et *invite* les autres gouvernements à intégrer et accorder une priorité à la prévention des risques biotechnologiques dans leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et dans leurs plans et programmes de développement nationaux, selon qu'il convient;

10. *Encourage* les organismes d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement, à prendre des dispositions suffisantes pour appuyer les Parties admissibles dans l'élaboration et la réalisation de projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques;

11. *Prie* le Secrétaire exécutif de communiquer avec les correspondants opérationnels du FEM au sujet de la nécessité d'examiner la partie de programmation des ressources allouées aux pays par le FEM, pour faciliter l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques au niveau national, lequel est un accord international juridiquement contraignant au titre de la Convention sur la diversité biologique, en tenant compte du paragraphe 1 de la décision BS-VI/5 et du fait que le Fonds pour l'environnement mondial soit le mécanisme de financement du Protocole;

12. *Prie également* le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organisations compétentes, d'organiser des ateliers régionaux et infrarégionaux pour les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena, les correspondants nationaux de la Convention, les correspondants opérationnels du FEM et les parties prenantes concernées, afin de renforcer leurs capacités et d'encourager le partage de l'expérience acquise et des enseignements tirés en matière de financement des projets relatifs à la prévention des risques biotechnologiques par le FEM;

## II. *Autres orientations au mécanisme de financement*

13. *Recommande* que la Conférence des Parties, lorsqu'elle adopte d'autres orientations au mécanisme de financement concernant un appui fourni à l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, invite le Fonds pour l'environnement mondial à :

a) Mettre des fonds à disposition, par le biais d'un fonds de réserve du domaine d'intervention pour des projets à petite échelle, pour les Parties admissibles qui informent le Comité chargé du respect des obligations de leur difficulté à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole et, en particulier, pour entreprendre les activités suivantes :

- i) Établissement des troisièmes rapports nationaux au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, conformément au paragraphe 2 g) de la décision BS-VI/5;
- ii) Établissement, par les Parties qui ne l'ont pas encore fait, de leurs premiers rapports nationaux au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, conformément à la décision BS-V/14;
- iii) Actualisation ou finalisation et mise en œuvre des cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques, conformément au paragraphe 2 h) de la décision BS-VI/5;
- iv) Appui fourni pour utiliser des experts choisis en consultation avec les Parties concernées parmi la Liste des experts en matière de prévention des risques biotechnologiques, en vue d'appliquer les alinéas i), ii) et iii) ci-dessus, selon que de besoin;

b) Continuer de surveiller l'état d'avancement des demandes de financement de projets qui appuient la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et fournir des mises à jour à la Conférence des Parties;

c) Étudier la possibilité d'ouvrir une fenêtre spéciale d'appui financier pour faciliter l'application du Protocole et faire rapport à la Conférence des Parties à sa treizième réunion;

d) Continuer de collaborer avec le Secrétaire exécutif pour identifier d'autres moyens d'aider les Parties à accorder une priorité à la prévention des risques biotechnologiques pour avoir accès à un financement du FEM;

### *III. Mobilisation de ressources supplémentaires*

14. *Invite* la Conférence des Parties, à sa douzième réunion, à prendre en considération la mobilisation des ressources pour l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans son examen du point 14 de l'ordre du jour concernant la mobilisation des ressources;

15. *Prie instamment* les Parties qui ne l'ont pas encore fait d'accélérer la promulgation de leurs lois nationales sur la prévention des risques biotechnologiques, afin d'ouvrir la voie pour garantir une allocation de fonds destinés à la prévention des risques biotechnologiques dans leurs budgets nationaux;

16. *Prie instamment également* les Parties et *invite* les autres gouvernements à appliquer, selon qu'il convient, les mesures stratégiques ci-après à l'intérieur du cadre général pour la mobilisation des ressources à l'appui de la Convention sur la diversité biologique, en vue de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour l'application du Protocole:

a) Intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les plans de développement nationaux, tels que les stratégies de développement économique et de réduction de la pauvreté, pour qu'il soit possible de garantir un appui du budget national;

b) Mettre en place des programmes de sensibilisation robustes, ciblant les principaux responsables politiques, le public en général et d'autres parties prenantes, afin d'accroître leur sensibilisation aux questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques et d'augmenter la visibilité de la prévention des risques biotechnologiques parmi les différentes priorités nationales;

c) Renforcer la capacité du personnel chargé de la prévention des risques biotechnologiques à engager et à encourager efficacement les responsables politiques, les décideurs et les responsables dans d'autres secteurs, en ce qui concerne l'importance de la prévention des risques biotechnologiques, et à obtenir leur soutien;

d) Identifier des « champions de la prévention des risques biotechnologiques » afin de promouvoir une sensibilisation et une meilleure connaissance de la biotechnologie et de sa réglementation au sein du public et des parlementaires;

e) Relier la prévention des risques biotechnologiques aux questions d'intérêt et de priorité nationales dans chaque pays, afin d'attirer l'attention des responsables politiques;

17. *Prie* le Secrétaire exécutif de continuer d'apporter un soutien technique, des orientations et un renforcement des capacités, y compris au moyen d'ateliers régionaux et infrarégionaux, afin d'aider les Parties à recenser leurs besoins en matière de financement et les lacunes dans la prévention des risques biotechnologiques et à intégrer la prévention des risques biotechnologiques lors de l'élaboration de leurs stratégies nationales pour la mobilisation des ressources afin d'atteindre les objectifs de la Convention sur la diversité biologique.

## Annexe

**LISTE DES PROJETS RELATIFS À LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES APPROUVÉS DURANT LA PÉRIODE  
CONSIDÉRÉE (2012-2014)**

No.	FEM ID	Pays	Nom du projet	IA <sup>12</sup>	Type de projet	Financement du FEM	Cofinancement	Etat d'avancement
<b>Projets nationaux</b>								
1.	5639	Mauritanie	Inventaire et mise à jour des cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques en Mauritanie	PNUE	MSP	878 000	930 000	Formulaire d'identification du projet (PIF) approuvé
2.	5768	Sri Lanka	Mise en œuvre du cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques, conformément aux dispositions Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	FAO	FP	2 365 964	2 366 000	Approuvé par le Conseil
3.	5290	Venezuela	Mise en œuvre du cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques au Venezuela, conformément aux dispositions du Protocole de Cartagena	PNUE	MSP	1 860 000	6 672 000	PIF/PPG approuvés
<b>Projets régionaux et mondiaux</b>								
4.	5688	Mondial	Projet du PNUE-FEM sur la création de capacités durables pour une participation effective au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	PNUE	FP	4 699 684	9 725 680	Approuvé par le Conseil
5.	5283	Régional	Projet multi-pays pour renforcer les capacités institutionnelles en matière de tests effectués sur les organismes vivants modifiés, à l'appui du processus décisionnel national	PNUE	FP	3 860 000	6 546 500	PIF/PPG approuvés
<b>TOTAL</b>						13 663 648	26 240 180	

Source: Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties, Annexe 7.

<sup>12</sup> IA = Organisme d'exécution; MSP = Projet de moyenne envergure; FP = Projet à grande échelle; PIF = Formulaire d'identification du projet; PPG = Subvention pour la préparation du projet.

**PROJETS EN ATTENTE D'APPROBATION**

	<b>FEM ID</b>	<b>Pays</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>IA</b>	<b>Type de projet</b>	<b>Financement du FEM</b>	<b>Cofinancement</b>	<b>Etat d'avancement</b>
6.	5804	Malaisie	Capacités institutionnelles pour améliorer les pratiques en matière de prévention des risques biotechnologiques en Malaisie	PNUE	MSP	995 000	2 986 500	Présenté à nouveau pour approbation
7.	5809	Tanzanie	Renforcer les capacités institutionnelles en matière de manipulation des organismes vivants modifiés en Tanzanie	PNUE	MSP	1 000 000	1 370 500	Formulaire d'identification du projet (PIF) présenté à nouveau
8.	5585	Yémen	Mise en œuvre du cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques au Yémen	PNUE	MSP	512 000	784 000	Formulaire d'identification du projet (PIF) présenté à nouveau
<b>TOTAL</b>						<b>2 507 000</b>	<b>5 141 000</b>	